

Art. 2. Des vacances collectives sont obligatoirement fixées aux dates suivantes en 1981 :

- a) le vendredi 29 mai 1981;
- b) du 13 juillet au 31 juillet 1981, ces deux dates étant incluses.

Art. 3. Avec l'accord du chef d'entreprise d'une part et celui du conseil d'entreprise, à défaut, de la délégation syndicale, ou à défaut, de la majorité des ouvriers et ouvrières intéressés, d'autre part, des journées supplémentaires de vacances collectives peuvent être décidées au sein de l'entreprise.

Art. 4. Des dérogations aux dates fixées à l'article 2 peuvent être accordées par un comité restreint institué par la Sous-commission paritaire.

Les entreprises qui souhaitent pareille dérogation, soit pour l'ensemble de leur personnel, soit pour une partie, doivent obtenir l'accord du personnel intéressé et introduire, avant le 15 avril 1981, leur demande auprès de l'organisation patronale qui se charge d'en saisir le comité dont question au paragraphe ci-dessus.

La demande doit comporter les renseignements suivants :

- les dates qui remplaceront celles qui seraient à remplacer;
- la raison du remplacement;
- en cas où il s'agit d'une partie du personnel, le nom des intéressés.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 9 mars 1981.

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. DHOORE

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

R. DE WULF

#### MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 81 — 614

8 AVRIL 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 1er avril 1969, 27 juin 1969, 9 juin 1970, 3 mai 1971, 12 juillet 1972, 15 juin 1973, 28 décembre 1973, 23 décembre 1974, 6 février 1976, 1er juillet 1976, 17 décembre 1976, 18 décembre 1976 et 24 décembre 1976, par l'arrêté royal n° 1 du 26 mars 1981 et par les arrêtés royaux des 6 août 1969, 14 juillet 1970, 13 janvier 1971, 26 novembre 1971, 29 décembre 1973 et 19 février 1976;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 7 mars 1969, 6 août 1969, 20 février 1970, 16 juillet 1970, 1er décembre 1970, 10 mai 1971, 26 novembre 1971, 17 juillet 1972, 11 août 1972, 16 juin 1973, 29 décembre 1973, 27 décembre 1974, 30 avril 1975, 20 février 1976, 12 janvier 1977, 2 mars 1977, 9 décembre 1977, 12 décembre 1977, 13 février 1978, 3 août 1978, 15 décembre 1978, 23 janvier 1980 et 8 avril 1980;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les articles 1er et 2, 1°, du présent arrêté doivent comme la disposition de l'article 4 de l'arrêté royal n° 1 du 26 mars 1981 qu'ils exécutent, rétroagir en principe au 1er janvier 1981; qu'en ce qui concerne l'article 2, 2°, il convient d'éviter dès à présent que des décisions prenant cours au plus tôt le 1er juillet 1981 soient prises sur la base des dispositions réglementaires existantes;

Vu l'urgence;

Art. 2. Volgende collectieve vakantiedata worden in 1981 verplicht vastgesteld :

- a) vrijdag 29 mei 1981;
- b) van 13 juli tot 31 juli 1981, met inbegrip van beide data.

Art. 3. Met het akkoord van het ondernemingshoofd enerzijds, en van dit van de ondernemingsraad, bij ontstentenis, van de syndicale afvaardiging, bij ontstentenis, van de meerderheid van de betrokken arbeiders en arbeidsters, anderzijds, kunnen bijkomende kollektieve vakantiedagen in de schoot van de onderneming beslist worden.

Art. 4. Afwijkingen van de data, vastgesteld in artikel 2 kunnen toegestaan worden door een beperkt comité ingesteld door het Paritair Subcomité.

De ondernemingen die dergelijke afwijking wensen te bekomen, hetzij voor het geheel van het personeel, hetzij voor een gedeelte ervan, moeten het akkoord van het betrokken personeel bekomen en hun aanvraag, vóór 15 april 1981 indienen bij de patronale organisatie die gelast is deze bij het comité aanhangig te maken.

De aanvraag moet volgende inlichtingen bevatten :

- de data die de te vervangen data vervangen;
- de reden van de vervanging;
- ingeval het een deel van het personeel betreft, de namen van de betrokkenen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1981.

De Minister van Sociale Voorzorg,

L. DHOORE

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

R. DE WULF

#### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 81 — 614

8 APRIL 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, gewijzigd bij de wetten van 1 april 1969, 27 juni 1969, 9 juni 1970, 3 mei 1971, 12 juli 1972, 15 juni 1973, 28 december 1973, 23 december 1974, 6 februari 1976, 1 juli 1976, 17 december 1976, 18 december 1976 en 24 december 1976, bij het koninklijk besluit nr. 1 van 26 maart 1981 en bij de koninklijke besluiten van 6 augustus 1969, 14 juli 1970, 13 januari 1971, 26 november 1971, 29 december 1973 en 19 februari 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 maart 1969, 6 augustus 1969, 20 februari 1970, 16 juli 1970, 1 december 1970, 10 mei 1971, 26 november 1971, 17 juli 1972, 11 augustus 1972, 16 juni 1973, 29 december 1973, 27 december 1974, 30 april 1975, 20 februari 1976, 12 januari 1977, 2 maart 1977, 9 december 1977, 12 december 1977, 13 februari 1978, 3 augustus 1978, 15 december 1978, 23 januari 1980 en 8 april 1980;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de artikelen 1 en 2, 1°, van dit besluit, in beginsel moeten terugwerken tot op 1 januari 1981, zoals de bepaling van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 1 van 26 maart 1981 die zij uitvoeren; dat het past, wat artikel 2, 2°, betreft, thans reeds te voorkomen dat de beslissingen die ingaan ten vroegste op 1 juli 1981 zouden genomen worden op grond van de huidige reglementaire bepalingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Un article 26ter, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants :

« Article 26ter. Dans l'hypothèse visée par l'article 3, § 2bis, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 72, la faculté d'obtenir une pension de retraite anticipée prévue à l'article 3, §§ 1er et 2, du même arrêté, est subordonnée aux conditions suivantes :

1° le droit à la pension de retraite doit être justifié en vertu de l'arrêté royal n° 72, de l'arrêté royal n° 50 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ou des régimes de pension visés à l'article 2 de ce dernier arrêté royal, pour l'année civile précédant la prise de cours de la pension de retraite de travailleur indépendant;

2° la carrière professionnelle du demandeur doit comprendre dix années civiles au moins ouvrant le droit à la pension de retraite en vertu de l'un ou de plusieurs des régimes visés au 1°.

Les périodes au cours desquelles des activités relevant de plusieurs régimes de pension ont été exercées simultanément, ne peuvent être comptées qu'une seule fois.

Pour l'application du présent article, l'ouverture du droit à une pension de retraite pour une année civile est considérée comme justifiée lorsque la durée de l'activité professionnelle légalement prouvée est équivalente à celle d'une occupation habituelle et en ordre principal en qualité de travailleur salarié. Pour chaque trimestre postérieur à 1956, ouvrant le droit à la pension de retraite de travailleur indépendant, l'activité est censée avoir été exercée pendant 78 jours et à raison de 8 heures par jour. »

**Art. 2.** A l'article 92 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 16 juillet 1970 et 20 février 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« La femme divorcée peut, en cette qualité, obtenir une pension à partir du 1er du mois qui suit celui au cours duquel elle a atteint l'âge de 60 ans. Cette pension peut prendre cours avant cet âge dans les conditions et suivant les modalités prévues pour les femmes qui prétendent à une pension anticipée. Entrent en ligne de compte pour établir qu'il est satisfait aux conditions de l'article 3, § 2bis, de l'arrêté royal n° 72 et de l'article 26ter du présent arrêté, les années d'activité professionnelle de l'ex-conjoint qui se situent au cours du mariage et, le cas échéant, mais sans superposition, les années d'activité professionnelle de la femme. »

2° L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de base de cette pension est égal à 62,5 p.c. du montant prévu à l'article 9, § 1er, 2°, de l'arrêté royal n° 72, dûment adapté en vertu de l'article 43 du même arrêté. »

**Art. 3.** Les articles 1er et 2, 1°, du présent arrêté, produisent leurs effets le 1er janvier 1981. L'article 2, 2°, du présent arrêté, est appliqué à la pension de femme divorcée qui prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1er juillet 1981. »

**Art. 4.** Notre Ministre des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

J. DESMARETS

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt een artikel 26ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 26ter. In de onderstelling beoogd in artikel 3, § 2bis, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 72, is de mogelijkheid voor het bekomen van een vervroegd rustpensioen voorzien in artikel 3, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit, onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° het recht op het rustpensioen moet krachtens het koninklijk besluit nr. 72, het koninklijk besluit nr. 50 betreffende het rust- en overlevingspensioen der werknemers of de pensioenstelsels beoogd in artikel 2 van dit laatste koninklijk besluit, gerechtvaardigd zijn voor het kalenderjaar dat voorafgaat aan het ingaan van het rustpensioen als zelfstandige;

2° de beroepsloopbaan van de aanvrager moet minstens 10 kalenderjaren omvatten die het recht op het rustpensioen openen krachtens een of meerdere van de stelsels bedoeld in 1°.

De periodes gedurende dewelke activiteiten behorende tot verschillende pensioenstelsels gelijktijdig werden uitgeoefend, kunnen maar éénmaal in rekening worden gebracht.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de opening van het recht op een rustpensioen voor een kalenderjaar gerechtvaardigd geacht, wanneer de wettelijk bewezen duur van de beroepsactiviteit gelijkwaardig is aan deze van een gewone en hoofdzakelijke tewerkstelling als werknemer. Voor ieder kwartaal na 1956 waarin het recht op het rustpensioen als zelfstandige wordt geopend, is de activiteit geacht te zijn uitgeoefend gedurende 78 dagen en ten belope van 8 uur per dag. »

**Art. 2.** In artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 juli 1970 en 20 februari 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De uit de echt gescheiden vrouw kan, in die hoedanigheid, een pensioen bekomen vanaf de 1e van de maand die volgt op deze waarin zij de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt. Dit pensioen kan vóór die leeftijd ingaan in de voorwaarden en volgens de modaliteiten die voorzien zijn voor de voorwaarden en volgens de voorwaarden die voorzien zijn voor de voorwaarden die op een vervroegd rustpensioen aanspraak maken. Komen in aanmerking om te staven dat voldaan is aan de voorwaarden van artikel 3, § 2bis, van het koninklijk besluit nr. 72 en van artikel 26ter van dit besluit, de jaren beroepsactiviteit van de gewezen echtgenoot gedurende het huwelijk en, in voorkomend geval doch zonder overlapping, de jaren beroepsactiviteit van de vrouw. »

2° Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het basisbedrag van dit pensioen is gelijk aan 62,5 pct. van het bedrag bepaald in artikel 9, § 1, 2°, van het koninklijk besluit nr. 72, naar behoren aangepast krachtens artikel 43 van hetzelfde besluit. »

**Art. 3.** De artikelen 1 en 2, 1°, van dit besluit, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1981. Artikel 2, 2°, van dit besluit, wordt toegepast op het pensioen van de uit de echt gescheiden vrouw dat effectief en voor de eerste maal ingaat ten vroegste op 1 juli 1981.

**Art. 4.** Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Middenstand,

J. DESMARETS